



EUROPEAN COURT OF HUMAN RIGHTS
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME

Opening of the Judicial Year 2024 / Ouverture de l'année judiciaire 2024

Solemn hearing / Audience solennelle

Speech by / Discours de Marko Bošnjak

31 January / le 31 janvier 2025

Mesdames et Messieurs les Présidents des Cours constitutionnelles et des Cours suprêmes,
Monsieur le Président des Délégués des Ministres,
Monsieur le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe,
Monsieur le Commissaire aux droits de l'homme,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Au nom de la Cour européenne des droits de l'homme, je vous souhaite la bienvenue aujourd'hui à Strasbourg pour l'ouverture de l'année judiciaire. Votre présence à cette audience solennelle est un grand honneur, pour moi personnellement comme pour tous mes collègues qui sont ici avec moi aujourd'hui. Et puisque c'est le dernier jour de janvier, je peux encore vous souhaiter une très bonne année.

Le discours du président est traditionnellement un bilan de l'année écoulée. Mais avant d'en venir à l'activité de notre Cour en 2024, permettez-moi de faire quelques observations plus générales sur des éléments de contexte importants pour notre travail ici.

Je commencerai par Strasbourg, notre ville hôte. En novembre dernier, Strasbourg a célébré le quatre-vingtième anniversaire de sa libération de l'occupation nazie. La ville continue d'avoir une grande dette envers ceux qui ont donné leur vie pour notre liberté. En effet, sans le sacrifice considérable de tant de personnes pour une Europe libre, la Cour n'existerait pas et nous ne serions pas en mesure aujourd'hui de nous rassembler ici librement, ni même de penser librement. Permettez-moi de saisir cette occasion pour saluer les représentants locaux des autorités françaises à Strasbourg qui sont présents ce soir, dont nous continuons d'apprécier vivement le soutien.

Le mois de novembre nous a également rappelé les pertes tragiques en vies humaines qui continuent de se produire en Europe, alors qu'on a atteint le millième jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette guerre est sur le point d'entrer dans sa quatrième année et les conséquences sont tout simplement dramatiques.

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Nos pensées se tournent naturellement vers le peuple ukrainien, qui continue de faire preuve d'un courage et d'une force incroyable face à l'hostilité et à la destruction.

En 2024, de nombreux citoyens à travers le continent ont été appelés à élire leurs nouveaux gouvernements. Des élections libres et équitables demeurent l'élément vital du système européen. Comme l'indique clairement le préambule de la Convention, la préservation des droits de l'homme repose sur un régime politique véritablement démocratique. Les changements de gouvernement entraînent parfois des processus qui ne sont pas nécessairement compatibles avec les valeurs de la Convention, ce qui peut conduire au phénomène du recul démocratique. Lorsque des requêtes lui sont soumises, la Cour reste fidèle à ses principes d'ouverture, de tolérance et de pluralisme du débat politique dans les États membres. Indépendamment des résultats électoraux, la Cour continuera à garantir qu'aucun gouvernement ne puisse exercer le pouvoir au mépris de la loi et des droits de l'homme.

L'Organisation météorologique mondiale des Nations unies a récemment confirmé que 2024 avait été l'année la plus chaude jamais enregistrée. Ce qui était décrit il y a quelques années comme un risque se transforme maintenant en une réalité omniprésente. Les ravages causés à Valence, en Espagne, et à Mayotte, ne sont que deux exemples parmi beaucoup d'autres, et notamment les feux de forêt qui font encore rage à Los Angeles.

Mesdames et Messieurs, nous vivons une période politique et météorologique instable. Pourtant, nous devons avoir « confiance en l'avenir »/ confidence in tomorrow ». Tel était le message adressé par des jeunes lors d'un événement de jeunesse du Conseil de l'Europe. Dans leur message à l'Europe, ces jeunes ont estimé qu'ils étaient les plus durement touchés par bon nombre des problèmes auxquels le monde est confronté aujourd'hui : les conflits armés, l'austérité ou les conséquences négatives de l'intelligence artificielle. Les jeunes veulent avoir confiance en l'avenir, mais ils nous demandent d'agir et d'œuvrer en leur faveur. Et c'est ce que la Cour fait chaque jour lorsqu'elle traite des requêtes individuelles et interétatiques qui portent sur les défis quotidiens des citoyens ordinaires.

J'en viens à présent à mon analyse des évolutions qui ont marqué l'année passée, en commençant par quelques statistiques sur l'activité de la Cour.

À la fin de l'année 2024, le nombre de requêtes pendantes devant la Cour s'élevait à environ 60 000 (soixante mille). Ce chiffre est encore relativement élevé, mais il est en baisse par rapport à nos chiffres pour 2022 et 2023.

L'année dernière, la Cour a traité presque 37 000 (trente-sept mille) requêtes, et a rendu des arrêts pour près de 11 000 (dix mille huit cents) d'entre elles. La grande majorité de ces arrêts a été rendue par des comités de trois juges, tandis que les formations de juge unique ont examiné environ 22 200 (vingt-deux mille deux cents) requêtes. Cette réalisation est le résultat des efforts déployés par tous les juges et membres du Greffe, que je remercie sincèrement.

En ce qui concerne les requêtes pendantes contre la Fédération de Russie, la Cour a continué de les traiter avec diligence, au titre de sa compétence résiduelle. En septembre 2022, 17 450 (dix-sept mille quatre-cent cinquante) requêtes dirigées contre cet État étaient pendantes. Au 1^{er} janvier de cette année, ce chiffre avait été ramené à 8 150 (huit mille cent cinquante).

Au niveau de la Grande Chambre, 17 affaires sont actuellement pendantes, dont 4 sont des affaires interétatiques concernant la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

Je saisis cette occasion pour remercier nos États membres de leur engagement concret en faveur du système de la Convention, ainsi que de leur soutien financier indéfectible, qui a permis à la Cour de maintenir un budget sain et durable.

Cela est essentiel à la poursuite de notre travail, pour faire en sorte que notre Cour demeure « Une cour qui compte » / « A Court that matters ».

Au-delà des chiffres, des changements ont également été apportés aux méthodes de travail de la Cour. La Cour a modifié les articles 28 et 39 de son règlement. L'article 28 contribue désormais à nos efforts pour renforcer l'impartialité et l'indépendance de la Cour et de ses juges. Il clarifie à présent le cadre procédural qui régit la récusation des juges en codifiant expressément la pratique existante. En outre, à la fin du mois de décembre de l'année dernière, la Plénière a modifié sa Résolution sur l'éthique judiciaire pour tenir compte de la création et du fonctionnement d'un nouveau Conseil d'éthique. Cette évolution marque une nouvelle étape importante franchie par la Cour pour démontrer son engagement en matière d'éthique judiciaire.

Quant à l'article 39, il a lui aussi été modifié pour refléter la pratique de la Cour en matière de mesures provisoires. Une nouvelle instruction pratique a été publiée pour guider les usagers de la Cour sur ces questions. La Cour s'est ainsi penchée sur la nécessité de renforcer la transparence de ses activités dans les situations où un risque imminent de préjudice irréparable est invoqué.

Let me now turn to English.

In 2024, the Grand Chamber was at the forefront of addressing the contemporary concerns of Europeans. It handed down five judgments and two decisions dealing with a broad range of subjects. One of those judgments, delivered in April, was widely reported in the press. I am referring, of course, to the case of *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz and Others v. Switzerland*.

This case was brought by a non-profit organisation promoting the effective implementation of climate change laws for the benefit of its members, as well as by four older Swiss women whose age and medical conditions rendered them particularly vulnerable to heatwaves. They complained about Switzerland's reticence in adopting measures necessary to prevent the rise of global temperatures. More specifically, they complained that by failing to quantify their national Green House gas emission limitations, and in particular to adopt a carbon budget, and by exceeding previous Greenhouse Gas limits, Switzerland failed to comply with the positive obligations under Article 8.

Two related cases were examined in parallel: *Duarte Agostinho and others v. Portugal and 32 Others* and *Carême v. France*. They form a trilogy with the *Verein KlimaSeniorinnen Schweiz* case.

In the Swiss case the Grand Chamber found violations of Articles 6 § 1 and 8 of the Convention. However, it is only on a combined reading of all three rulings that one can identify the elementary principles laid down by the Court. First, the Court recognised that climate change is an empirically established fact and its major drivers are anthropogenic. Secondly, by severely restricting people's pursuit of a healthy and fulfilling life, climate change also interferes with their human rights. Thirdly, States have positive obligations to prevent and mitigate the effects of climate change and their actions in that field may fall to be scrutinised by the Court.

In *Duarte Agostinho*, the complaints against Portugal were declared inadmissible in so far as the applicants had not exhausted all the effective remedies made available under national law.

Similarly, in *Carême*, the complaints were declared inadmissible because the risk of harm complained of was too hypothetical in nature for the Court to recognise the applicant's victim status.

The *Duarte* and *Carême* decisions may come as no surprise to veteran jurists since they are an application of classic principles on subsidiarity. However, the Grand Chamber equally recognised the heightened vulnerability which future generations will face if States do not act. The Court has espoused an intergenerational perspective by affirming that intergenerational burden-sharing is a consideration which must be taken into account in this context.

The impact of these rulings has been felt even beyond European borders. Our *Verein KlimaSeniorinnen* judgment provided crucial inspiration for a recent judgment of the South Korean Constitutional Court in August last year.

Apart from its climate change rulings, last year the Court handed down many seminal judgments dealing with issues of life, health, individual autonomy and human dignity. In this context, two of these judgments deserve a closer look since they provide clear examples of how the Court approaches the regulation of sensitive moral and ethical issues by the Member States.

In a Hungarian Chamber case, *Daniel Karsai v. Hungary*, a patient suffering from a motor neurone disease complained that Hungarian law violated his right under Article 8 to decide the moment and manner of ending his life. Seeing the extremely sensitive nature of the case, the Court looked at the applicable rules on physician-assisted dying and withdrawal of life-sustaining interventions.

It found that Member States were far from having reached a consensus with regard to an individual's right to decide how and when their life should end since this was an extremely sensitive ethical question on which opinions in democratic countries profoundly differed. The Court also took into account the fact that Hungary had put in place various means of protecting the human dignity of terminally ill patients. As a result, Hungary was afforded a considerable margin of appreciation when balancing the applicant's wish to end his life at the moment of his choosing and the respondent State's interest in protecting vulnerable persons from harming themselves. By criminalising euthanasia and assisted suicide even if committed abroad, Hungary had not overstepped the margin of appreciation afforded to it.

Complex ethical questions related to life and death situations were also raised in the Grand Chamber judgment of *Pindo Mulla v. Spain*. The applicant woman, a committed Jehovah's Witness, was given emergency treatment for a pre-existing medical condition. Knowing she was due to have surgery, she issued two documents recording her refusal to undergo a blood transfusion of any kind in any healthcare situation, even if her life was in danger. Due to haemorrhaging, she was transferred by special ambulance to a hospital in Madrid.

The doctors at the hospital contacted a duty judge for instructions on what to do. The duty judge, who did not know her identity, nor her precise wishes, and in the absence of concrete information on her state of health, authorised all medical or surgical procedures that were needed to save her life.

Surgery was performed that day and blood transfusions were administered to Ms Pindo Mulla. She had not been informed of the duty judge's order, despite still being conscious when she was taken to the operating theatre.

The Grand Chamber approached the complaints under the right to private life taken in light of her freedom of thought, conscience and religion. The Court set out how, in an emergency situation, a patient's autonomy was to be reconciled with their right to life. Where a State had decided to put in place a system of advance medical directives that was relied on by patients, it was important that the system functioned effectively. In this case, the Court found shortcomings in the decision-making process. Therefore, the applicant had not been able to exercise her autonomy in order to observe an important teaching of her religion.

In both judgments, the Court relied on rich comparative law material to gauge the convergence or divergence of regulatory frameworks in the Member States. While the common theme running through them is that of human dignity, the judgments show that the Court will tread carefully where opinions on how to protect this value diverge considerably. Taking the principle of subsidiarity seriously, the Court applies the appropriate margin of appreciation to domestic systems. However, the Court does not shy away from its role and intervenes when it establishes that the domestic system failed to properly protect the rights of the individual.

Having looked back at the past year, let me now cast an eye to the near future. 2025 will be a year of three important milestones for the Court.

Firstly, this year we celebrate the 75th anniversary of the European Convention on Human Rights. Drafted in 1950, the Convention was the first internationally binding instrument to transform the Universal Declaration of Human Rights into binding law.

A number of key events will be organised by us in Strasbourg and by you in your member States to mark this important anniversary. Indeed, just next week a significant delegation of Court judges will travel to Paris for a bilateral meeting with the three French superior jurisdictions hosted by the French Constitutional Council. Our aim is, of course, to come together to celebrate the Court's achievements over these past decades and we are thankful for the help provided by national judiciaries and governments. Another example of shared responsibility.

Secondly, this June we will also be celebrating the 10th anniversary of the establishment of our vitally important Superior Courts Network. The SCN remains a unique judicial network which enriches judicial dialogue between the national courts and the Strasbourg Court. It does so by offering a practical means of exchanging information on the Convention's implementation in the Member States. I am very pleased to inform you that we have a full house with all our 46 member States – covering 111 courts- becoming members in 2024. We also have three observer courts: The African Court on Human and Peoples' Rights, the Inter-American Court on Human Rights and the Court of Justice of the European Union. Indeed, these last weeks, the Supreme Court of Canada and the Supreme Court of Mexico expressed an interest in also becoming observer courts. This demonstrates the global reach of our system.

Our third celebratory event in 2025 will be an open doors day in September for the 30th anniversary of our building designed by British architect, Richard Rogers. A strong and iconic architectural work, its glass and steel structure, representing the transparency of justice and the resilient fight for human rights, is today known and recognised around the world. The open doors event will be a key occasion for the public to visit the building up close and get to know our work. Indeed, all of our celebratory events are key opportunities to enhance the visibility of our judicial work and strengthen our outreach as well as communicate with the general public. Judges cannot remain in their perceived ivory towers.

Moving on from the celebratory events, the Court will continue in 2025 to respond to contemporary societal issues. Next month the Grand Chamber will be conducting several important hearings. Three of those hearings concerns cases which were widely reported in the media and which concern alleged mass pushbacks of migrants by Poland, Lithuania and Latvia. The other hearing relates to a number of applications filed by Georgian nationals complaining about the excessive use of force by Georgian authorities when repressing a 2019 protest which took place in front of the Parliament building in Tbilisi.

Looking back at the Convention's contribution over the last 75 years, the conclusions to be drawn are now clear. On the one hand, the Convention was the most elementary response to the destruction which Europe faced in the aftermath of the Second World War. On the other hand, it continues to be a key point of reference for addressing the concerns and adversity which contemporary Europeans face. Our 2024 case-law demonstrates this clearly.

In opening today's ceremony, I referred to a number of threats which challenge our fundamental values. Naturally, we cannot ignore these threats, but this does not mean that we should allow ourselves to be submerged by them. We need to strengthen our democratic resilience.

I would like to highlight the positive signs which States within and beyond the Council of Europe have provided us with. In all of the visits I made as President of the Court in 2024, leaders and officials affirmed the recommitment to the Convention made by our Heads of State at the Reykjavik Summit and have promised to reform laws, if need be, to bring national frameworks and practices in line with the Court's jurisprudence.

This fills me and my colleagues with great satisfaction, and reinforces our own confidence in tomorrow. It confirms that Strasbourg remains the brightest lodestar for States which falter on the path of democracy. Those States will always find our Human Rights building to guide them back.

Il est temps maintenant de donner la parole à notre invité d'honneur. Aujourd'hui, nous avons la chance de recevoir le premier président de la Cour de cassation, M. Christophe Soulard, qui fait à la Cour l'honneur d'être l'orateur principal de cette cérémonie.

M. Soulard, vous êtes le plus haut magistrat judiciaire de France. À la tête de la Cour de cassation, vous êtes à la fois un administrateur et un juge, qui continue à présider de nombreuses audiences. À ce titre, vous veillez, comme vous le faisiez déjà lorsque vous présidiez la prestigieuse chambre criminelle, à ce que la Cour de cassation mette en œuvre notre jurisprudence. Cet attachement viscéral aux droits de l'homme est indissociable de votre engagement européen, tant vous êtes convaincu qu'il s'agit du cadre le plus approprié pour les défendre: L'Europe du Conseil de l'Europe, bien sûr, mais aussi celle de l'Union Européenne, où vous avez passé le début de votre vie professionnelle et sur laquelle vous avez écrit et enseigné. De manière symbolique, c'est à la Cour européenne des droits de l'homme que vous avez réservé votre première visite officielle après votre nomination.

Ce soir c'est donc un grand juge et un grand ami de la Cour que nous accueillons. Nous sommes heureux de pouvoir maintenant vous écouter. M. le premier Président, la parole est à vous.